# **RESUME DU PROJET**

# **Titre :** Renforcement du Leadership Féminin par l’Education (ReLeaF-E)

# **Objectif global du projet**

Le projet vise à accroître l'égalité des chances de réussite à l'école pour les filles et d’accroître leur autonomisation en adressant les barrières à leur protection et à la réalisation de leurs droits à l'éducation.

# **Objectifs spécifiques**

1. Soutenir la scolarisation post primaire et secondaire de 500 filles vulnérables (issues de familles indigentes ou déplacées internes ou vivant avec un handicap) de la zone péri-urbaine de Ouagadougou
2. Améliorer l’environnement psychosocial et culturel en faveur de l’accès des filles à une éducation équitable et inclusive
3. Contribuer à l’insertion socioprofessionnelle ou au retour à l’école de 500 filles déscolarisées et non scolarisées de la zone péri-urbaine de Ouagadougou

# **Résultats attendus**

* 500 filles déscolarisées de manière involontaires réinscrites à l’école post primaires et secondaires
* 500 filles non scolarisées et déscolarisées formées en compétences de vie courantes, à la défense de leurs droits à l’éducation et soutenus pour leur insertion socioprofessionnelle
* 10 000 élèves sensibilisés à la prévention des abandons scolaires et autres facteurs de déscolarisation des filles
* 1000 parents sensibilisés sur l’éducation parentale sensible au genre

# **Zone d'intervention**

Le projet sera mis en œuvre dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou

# **Durée du projet**

Trois (03) ans.

# **Structure de mise en œuvre**

Aide et Action International – Territoire Sahel

# **Partenaires**

* Ministère de l'éducation nationale de l'alphabétisation
* Ministère en charge du genre, de la famille,
* Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire déconcentrés.
* Des organisations de la société civile
* Organisations à base communautaire, organisations féminines

# **Coût**

**Coût global :** 106 000 000 FCFA

**Contribution du promoteur ( Aide et Action Internationale)** : 30 000 000 FCFA (28,3%)

A rechercher : 76 000 000 FCFA (71,7%)

# **Contexte et Justification**

Au Burkina Faso, des résultats significatifs ont été obtenus concernant l'éducation des filles et la parité entre les sexes a été atteinte au niveau des taux bruts de scolarisation (depuis 2013 au primaire et 2016 au post-primaire). Cependant, seulement 62 % des filles qui terminent l'école primaire en 2017 sont inscrites au post-primaire. L'accès et le maintien des filles au post-primaire sont toujours des défis majeurs pour le système éducatif au Burkina Faso.

La situation est particulièrement préoccupante en milieu rural et dans les quartiers péri-urbains des grandes villes. Les filles des zones d’habitats spontanés, communément appelées « zones non loties » sont particulièrement confrontées à des normes et pratiques sociales négatives comme le mariage des enfants, les grossesses précoces et autres types de violences basées sur le genre, qui limitent les possibilités à poursuivre leurs études.

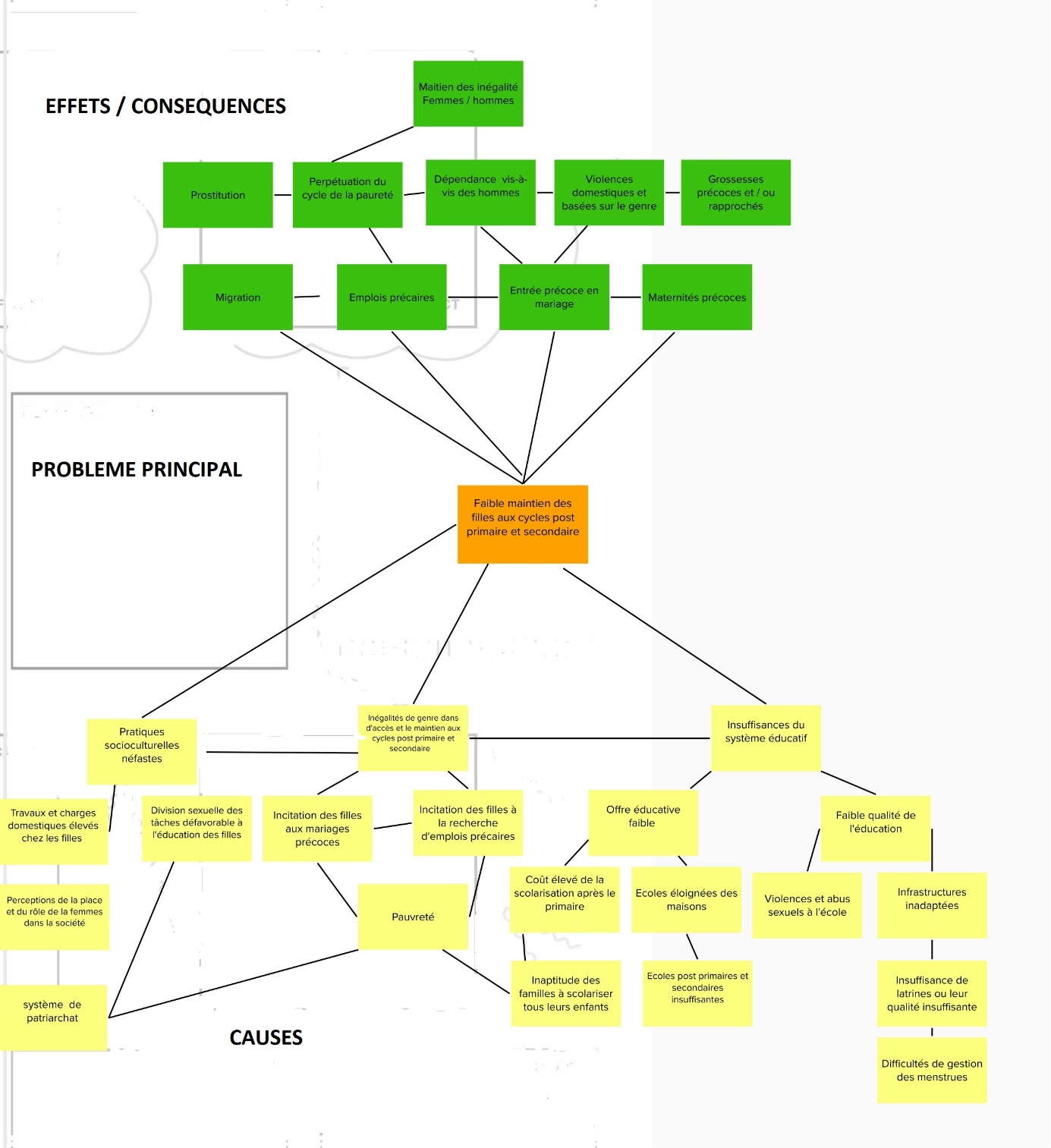
La situation des filles en transition entre les cycles primaire et post primaire est exacerbée par les normes sociales décrites ci-dessus et par l’inaccessibilité des frais liés à la scolarisation pour beaucoup de familles à partir du cycle post-primaire. En effet, l’offre éducative au post-primaire et au secondaire est majoritairement faite par le secteur privé dans la ville de Ouagadougou. Les rares établissements post primaires et secondaires publics sont marqués par des effectifs pléthoriques, pouvant aller jusqu’à 120 élèves par classe dans certains établissements.

A la faveur de la pauvreté ambiante dans ces milieux, le recours à des stratégies inappropriées de survie est fréquents dans les familles, les filles adolescentes étant au premier rang des victimes. Au nombre de ces stratégies néfastes de survie, on peut évoquer la déscolarisation des adolescentes et leur encouragement à contracter des mariages précoces, la prostitution, la déscolarisation ou l’abandon scolaire au profit de petits travaux domestiques ou les migrations vers l’extérieur (réseaux de trafic et de placement de filles dans la sous-région, en Asie (Liban, Arabie saoudite, etc.) ou en Europe.

Le Burkina Faso connaît en outre une crise sécuritaire depuis 2015 avec d'énormes conséquences sur les enfants en général et les filles adolescentes en particulier, notamment l'exacerbation des violences à leur endroit. La question de l'éducation des filles se révèle encore plus complexe avec les déplacements de populations liés à la crise sécuritaire et la fermeture des écoles dans de nombreuses régions du pays.

Ces facteurs combinés créent une forte perturbation de la fréquentation scolaire et grossit considérablement les taux d’abandon au niveau des filles adolescentes. Le maintien à l'école au post primaire et au secondaire se révèle donc un grand défi pour de nombreux enfants, principalement pour les filles des milieux pauvres (zones non loties) de Ouagadougou, les déplacées internes et les adolescentes en situation de handicap.

# Arbre à problèmes



**ACTIVITES**

1.1.1. Des sessions de sensibilisation de la communauté sur l'importance et la valeur de l'éducation des filles en temps de crise (difficultés diverses au niveau familial et déplacées) et les violences basées sur le genre (Plan intégré de communication).

1.1.2. La formation sur la protection des filles et la prévention des abandons en faveur des acteurs de l’éducation au niveau déconcentré, aux associations de mères et à d'autres groupes communautaires pour soutenir le retour et la fréquentation scolaire des filles.

1.2.1. Appui à la scolarisation au post primaire et au secondaire des filles adolescentes vulnérables

1.2.2. Comités de veille dans la communauté

1.2.3. Clubs scolaires **‘*touche pas à ma camarade’***

2.1.1. La formation des responsables communautaires, groupes de femmes et travailleurs sociaux sur les violences liées au genre en tant qu'obstacle à l'éducation des filles vulnérables,

2.1.2. La mise en place de campagnes de réintégration et d'inscription des filles déscolarisées contre leur volonté (pauvreté, handicap, déplacées) dans les écoles tenant compte de leurs spécificités

2.2.1. Organisation d’une identification active des déscolarisées et non scolarisées vulnérables

2.2.2. L'appui à la mise en place et le renforcement des capacités de clubs de filles adaptés à la lutte contre les VBG en milieu scolaire et communautaire

3.1.1. La mise en place de mesures incitatives à l'accès et au maintien des filles à l'école.

3.1.2. La formation des enseignants et des travailleurs sociaux sur l'apprentissage sensible au genre et sur le soutien psychosocial des filles victimes de violences et déplacées internes.

3.2.1. La formation des enseignants et les travailleurs sociaux sur la création d'espaces d'apprentissage formels et non formels sûrs, inclusifs et respectueux de l'égalité des sexes

3.2.2. Formation techniques et professionnelle des filles déscolarisées et non scolarisées

3.2.3. Accompagnement à l’insertion socioprofessionnelle des filles déscolarisée et non scolarisées

Objectifs spécifiques

Objectif général

Résultats attendus

# **Cadre Logique**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Description | Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) | Moyens et sources de vérification | Hypothèses |
| Objectif global | Accroître l'égalité des chances de réussite à l'école pour les filles et accroître leur autonomisation en adressant les barrières à leur protection et à la réalisation de leurs droits à l'éducation. |  |  |  |
| Objectifs spécifiques | 1. Soutenir la scolarisation post primaire et secondaire de 500 filles vulnérables (issues de familles indigentes ou déplacées internes ou vivant avec un handicap) de la zone péri-urbaine de Ouagadougou  2. Améliorer l’environnement psychosocial et culturel en faveur de l’accès des filles à une éducation équitable et inclusive  3. Contribuer à l’insertion socioprofessionnelle ou au retour à l’école de 500 filles déscolarisées et non scolarisées de la zone péri-urbaine de Ouagadougou | Réalisation du droit à une éducation inclusive et équitable pour 1000 filles vulnérables (issues de familles indigentes, déplacées internes ou en situation de handicap) dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou accrue. | Rapport d’évaluation du projet |  |
| Résultats attendus | * 1. L’accès équitable et inclusif des filles vulnérables à la scolarisation post primaire et secondaire est accru dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou d’ici à fin 2025.   2. Une offre d’éducation formelle sûre, équitable, et de qualité et tenant compte des besoins des filles issues des familles indigentes, des familles déplacées et celles vivant avec un handicap est disponible dans la zone péri-urbaine de Ouagadougou d’ici à fin 2025.   3. Meilleure connaissance de l'intérêt de l'éducation des filles, des méfaits des violences basées sur le genre et des mécanismes de protection des filles au niveau des parents, et des leaders des communautés.   2.2. Meilleures pratiques de gestion des violences basées sur le genre (notamment les mariages d'enfants) et de prévention des abus sexuels en milieu scolaire et communautaire.  3.1. Capacités accrues des filles vulnérables à défendre leur droit à l'éducation et à faire entendre leur voix dans les processus décisionnels qui les concernent  3.2. Connaissances et capacités techniques des enseignants et des travailleurs sociaux pour prendre en compte les dimensions de genre, d'inclusivité et de sûreté dans les espaces d'apprentissage | Taux d’achèvement des filles et des garçons au post primaire et au secondaire à la fin du projet  Taux d’abandon des filles et des garçons dans les écoles de la zone d’intervention en fin 2025  Nombre de filles vivant avec un handicap inscrites chaque année au primaire et au post primaire  Nombre d’écoles disposant de latrines adaptées aux besoins des filles et des garçons  Nombre de filles accompagnées pour leur scolarisation au post primaire et au secondaire  Nombre de filles déscolarisées / non scolarisées ayant pris part aux séances de renforcement de leurs capacités  Nombre de mécanismes endogènes de lutte contre les violences basées sur le genre mises en place dans la zone d’intervention  Nombre d’enseignants formés sur l’approche EQAmE(Ecole de Qualité Amie des Enfants)  Nombre de clubs de filles mis en place | Annuaires statistiques  Rapports d’activités  Rapport d’évaluation (étude de base) – évaluation à mi-parcours - Finale |  |
| Activités | 1.1.1. Des sessions de sensibilisation de la communauté sur l'importance et la valeur de l'éducation des filles en temps de crise (difficultés diverses au niveau familial et déplacées) et les violences basées sur le genre (Plan intégré de communication).  1.1.2. La formation sur la protection des filles et la prévention des abandons en faveur des acteurs de l’éducation au niveau déconcentré, aux associations de mères et à d'autres groupes communautaires pour soutenir le retour et la fréquentation scolaire des filles.  1.2.1. Appui à la scolarisation au post primaire et au secondaire des filles adolescentes vulnérables  1.2.2. Comités de veille dans la communauté  1.2.3. Clubs scolaires **‘*touche pas à ma camarade’***  2.1.1. La formation des responsables communautaires, groupes de femmes et travailleurs sociaux sur les violences liées au genre en tant qu'obstacle à l'éducation des filles vulnérables,  2.1.2. La mise en place de campagnes de réintégration et d'inscription des filles déscolarisées contre leur volonté (pauvreté, handicap, déplacées) dans les écoles tenant compte de leurs spécificités  2.2.1. Organisation d’une identification active des déscolarisées et non scolarisées vulnérables  2.2.2. L'appui à la mise en place et le renforcement des capacités de clubs de filles adaptés à la lutte contre les VBG en milieu scolaire et communautaire  3.1.1. La mise en place de mesures incitatives à l'accès et au maintien des filles à l'école.  3.1.2. La formation des enseignants et des travailleurs sociaux sur l'apprentissage sensible au genre et sur le soutien psychosocial des filles victimes de violences et déplacées internes.  3.2.1. La formation des enseignants et les travailleurs sociaux sur la création d'espaces d'apprentissage formels et non formels sûrs, inclusifs et respectueux de l'égalité des sexes  3.2.2. Formation techniques et professionnelle des filles déscolarisées et non scolarisées  3.2.3. Accompagnement à l’insertion socioprofessionnelle des filles déscolarisée et non scolarisées | Nombre d’actions de sensibilisations organisées  Nombre de familles touchées  Nombre mères et pères de familles prenant l’engagement de soutenir leurs filles  Nombre d’acteurs éducatifs formés par sexe  Nombre de filles ayant bénéficié d’un accompagnement à la scolarisation  Nombre de comité de veille mis en place  Nombre de clubs fonctionnels  Nombre de filles au sein des clubs  Nombre de personnes formés par profil et par sexe sur les VBG  Nombre de filles déscolarisées réinscrites à l’école  Nombre de séances de sensibilisation mises en œuvre par les clubs de filles  Nombre et types de mesures incitatives mises en place  Nombre travailleurs sociaux formés par sexe  Nombre d’enseignants formés par sexe  Nombre de filles victimes de violence prises en charge  Nombre de filles déscolarisées et non scolarisées bénéficiaires de formations techniques et professionnelles  Nombre de filles déscolarisées / non scolarisées accompagnées pour leur insertion socioprofessionnelle | Plan de Intégré de communication  Rapports d’activités  Prises de vues  Témoignages collectés  Rapports de formation  Listes de présence  Photos et vidéos réalisées  PV de mise en place des comités  Base de données des clubs / Listes des membres des clubs  Plans d’activités des clubs  Reçus de réinscription  Certificats de scolarité des filles réinscrites  Bulletins de notes des élèves réinscrites  Contrats passés dans le cadre de la formation technique et professionnelles des femmes  Rapports de focus-group avec les filles / leurs parents |  |

# Budget

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature des dépenses par objectif spécifique** | **Unité** | **Quantité** | **Coût unitaire** | **Coût total (FCFA)** | **Montant recherché** | **Contribution de l'OSC** |
| OS1. Soutenir la scolarisation post primaire et secondaire de 500 filles vulnérables (issues de familles indigentes ou déplacées internes ou vivant avec un handicap) de la zone péri-urbaine de Ouagadougou | | | | **62 500 000** | 43 750 000 | 18 750 000 |
| Soutien au maintien des filles aux cycles primaires et post primaire | Fille | 500 | 125 000 | 62 500 000 |  |  |
| OS 2. Améliorer l’environnement psychosocial et culturel en faveur de l’accès des filles à une éducation équitable et inclusive | | | | **20 000 000** | 14 000 000 | 6 000 000 |
| Mobilisation sociale - Intervention d'organisations à base communautaire - Plan Intégré de communication | Activité | 10 | 2 000 000 | 20 000 000 |  |  |
| OS 3. Contribuer à l’insertion socioprofessionnelle ou au retour à l’école de 500 filles déscolarisées et non scolarisées de la zone péri-urbaine de Ouagadougou | | | | **50 000 000** | 35 000 000 | 15 000 000 |
| Formation aux compétences de vie courantes / Mise en place de clubs droits des filles / Réinsertion scolaire ou professionnelle des filles | Fille | 500 | 100 000 | 50 000 000 |  |  |
| **Frais d'opération et de gestion du projet** | |  |  | **93 000 000** | 65 100 000 | 27 900 000 |
| Coordination suivi-évaluation | Année | 3 | 6 000 000 | 18 000 000 |  |  |
| Equipements - Salaires – Charges… | Année | 3 | 25 000 000 | 75 000 000 |  |  |
| **COUT TOTAL DU PROJET** |  |  |  | **225 500 000** | **157 850 000** | **67 650 000** |
|  |  |  |  | 100% | 70% | 30% |

# Matrice d’analyse des risques

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Risques** | **Probabilité de survenue** | **Manifestations** | **Mitigation** |
| 1 | Risques socio-culturels | Moyenne | Non adhésion au projet par les parents / tuteurs des filles bénéficiaires directes | Communiquer avec les hommes, les époux, les compagnons et les parents à travers des champions / influenceurs sur les avantages de poursuite des études par les filles |
| 3 | Coordination inefficace, dysfonctionnement au sein des partenaires de mise en œuvre | Moyenne | Conflits d'intérêts au sein des structures | Mise en place de conventions de partenariat faisant ressortir les rôles et attributions des structures dans le projet |
| 4 | La suspension du financement par le bailleur | Faible | Arrêt du projet par manque de ressources financières | Participation de l’OSC promotrice au financement du projet à au moins 25% en vue d'assurer une continuité minimale du projet en cas de difficulté |
| 6 | Les risques liés à l’environnement politique et géopolitique | Moyenne | Occurrence de troubles sociaux, manifestations, grève des enseignants, débrayage des élèves | Neutralité politique de l'OSC promotrice - Collaboration avec les organisations de la société civile et le secteur privé en vue d'éviter l'arrêt des activités du projet en cas de troubles |
| 7 | Les risques sanitaires | Faibles | Survenue d'épidémie / Résurgence de la COVID 19 | Prévoir un budget d'acquisition de dispositifs de protection (dispositif de lavage de mains- kits de produits d'hygiène...) |
|  | Risques sécuritaires | Faibles | Attaques terroristes / Interdiction aux filles d’aller à l’école par des extrémistes | Communication sur les modes de protection en cas d’attaque au bénéfice des filles, des garçons et des parents |
| 8 | L’environnement juridique et politique national | Moyen | Non application des lois / Violations graves des droits humains | Mise en place de lignes vertes /Mise en place d'un mécanisme de gestion de plaintes / dénonciation des violence et violations de la loi |
| 9 | Risque de détournement des ressources | Moyen | Utilisation des ressources à des fins personnelles / Non respect des procédures de gestion - Corruption | Mise en place d'un bon système de gestion - Contrôles réguliers - Audits périodiques |

# Matrice d’évaluation par le marqueur genre

|  |  |
| --- | --- |
| **QUESTION** | **JUSTIFICATION (JOINDRE LES DOCUMENTS OU LES LIENS CORRESPONDANTS)** |
| Analyse de la situation | L'analyse de la situation prend en considération des données sexospécifiques qui incluent des éléments sur les inégalités d'accès à la scolarisation à partir des cycles post primaire et secondaire. L'analyse fait ressortir une combinaison de facteurs dans l'environnement socioculturelle, le système éducatif, les stéréotypes sexistes et autres facteurs trouvant des sources de renforcement dans le patriarcat. Il ressort ainsi une nécessité d'intervenir en vue de réduire les inégalités et de rétablir les droits légitimes des filles à l'éducation Le projet se donne donc pour vocation de s'attaquer aux pesanteurs socioculturelles et aux autres facteurs à l'origine de ces inégalités dans l'accès et le maintien des filles aux cycles de scolarisation post-primaire et secondaire |
| Activités | Les activités ont été identifiées de manière à répondre aux besoins spécifiques des filles de la zone péri-urbaine de Ouagadougou, confrontées à des pratiques socioculturelles défavorables à la poursuite de leurs études après le cycle primaire. Des activités propres à réduire les égalités de genre en matière d'éducation ont été donc prévues, au bénéfice des filles des zones non loties et les autres filles vulnérables (issues de familles indigentes, orphelines, filles vivant avec avec un handicap, filles issues de familles déplacées internes). En outre, un ensemble d'activités visant à opérer des changements de perception et des mentalités relatives à la position de la femme en général et des jeunes filles en particulier au sein de la société ont été prévues. Il y a aussi des activités tendant à renforcer les compétences de vie courantes des filles. Elles permettront aux filles de prendre conscience de leurs droits et de s'organiser en vue de les défendre, que ce soit de manière individuelle ou collective. Des activités d'autonomisation économique, de leadership et de renforcement du pouvoir des jeunes filles seront aussi mises en œuvre à travers des formations spécifiques, un accompagnement à l'accès aux moyens de production et un accompagnement à l'entreprenariat. |
| Participation aux processus du projet | Le processus du projet adopte une démarche participative à toutes les étapes, du diagnostic à l'évaluation en passant pas la mise en œuvre. Un Comité de pilotage intégrant des ministères clés tels que celui en charge du genre et de la famille, les ministères en charge de l'éducation, de la jeunesse et de la formation professionnelle sera mis en place. La participation active des organisations de jeunes filles, des élèves, des leaders d'associations de femmes, des responsables coutumiers et religieux sera requise à toutes les étapes du cycle du projet. Le projet s'intéressera en outre à certaines minorités, telles que les filles vivant avec un handicap, les filles orphelines, celles issues des familles indigentes ou victimes de déplacements forcés du fait de la crise sécuritaire. |
| Systèmes de suivi et d’évaluation | Un comité de suivi sera mis en place en collaboration avec toutes les parties prenantes du projet. Une équipe de projet sera déployée pour la mise en œuvre des activités, en collaboration avec un réseau de partenaires. Un dispositif de suivi-évaluation sera conçu et permettra un suivi régulier des activités ainsi que l'évolution des indicateurs. Un rapport sur la mise en œuvre du projet sera établi chaque trimestre et une session semestrielle du Comité de pilotage sera tenue sur toute la durée du projet. Une collecte de données de référence sera organisée en début de projet en vue d'établir la situation de départ avant l'amorce des activités du projet proprement dit. Une évaluation finale sera conduite en fin de projet |